

crazy source <https://unsplash.com/photos/auEPahZjT40>

SOCIAL

29 OCTOBRE 2020

Covid : quand la gouvernance perd la raison


Arrêter un pays parce qu'un coronavirus continue de circuler est une folie aux conséquences incalculables.

Vous aimez cet article ? Partagez le !

 Partager 345

 Tweeter



 E-mail

Par Paul Touboul.

Comment expliquer depuis le début de la **crise sanitaire** une telle persévérance dans l'erreur ? On s'en souvient, à l'arrivée de l'**épidémie** dans notre pays, l'impréparation était manifeste. Le pouvoir a été pris de court en dépit de la rumeur grandissante qui avait accompagné, les semaines précédentes, l'évènement.

En pleine invasion virale, **pénurie de masques** censés limiter les transmissions interhumaines, pas de tests non plus lesquels pourtant s'imposaient pour gérer efficacement la pandémie selon la formule dépister-isoler-traiter.

À cela il faut ajouter l'encombrement des services de réanimation dû, on ose l'exprimer aujourd'hui, à une gestion calamiteuse du *pool* de lits disponibles dans le pays, dont ont été exclus à l'époque les hôpitaux et cliniques privés.

Compte tenu des 32 000 décédés de l'épidémie, cette pagaille a été présentée sous la forme d'un cataclysme qui frappait le pays et auquel un gouvernement courageux s'efforçait de faire face en faisant feu de tout bois pour protéger une population en danger.

LA CORDE SENSIBLE DE LA SOLIDARITÉ

Et l'on a fait jouer la corde sensible de la solidarité en offrant à l'**admiration** générale l'engagement des soignants au péril de leurs vies. Bien sûr il fallait se garder d'entrer plus avant dans les causes du drame vécu dans les hôpitaux, une situation où nous avaient conduit des décennies de **politique hospitalière à l'incurie criante** et dont aucun gouvernement n'avait pris la mesure.

Que dire en outre du **confinement imposé** plusieurs semaines dans le pays en pleine pandémie ? Était-il justifié au regard des retombées économiques et sociales dramatiques qui en résulteraient ? De quelles preuves de son efficacité à freiner l'expansion de la virose ? À vrai dire aucune, étant donnée l'absence de toute évaluation scientifique de cette mesure à ce jour. Elle nous a pourtant été assénée comme une évidence.

Et l'on a commencé à voir poindre, avec les contrôles de police, l'émergence d'**un pouvoir discrétionnaire**, lequel, au nom de la protection de la santé des Français, faisait l'apprentissage d'une toute-puissance fort peu démocratique.

Les voix discordantes ont été étouffées dans le brouhaha médiatique savamment orchestré. En la circonstance toute opposition est apparue exotique sinon déplacée et les opposants eux-mêmes volontiers stigmatisés et voués aux gémonies.

Cet unanimisme, bien que de plus en plus érodé aujourd'hui, persiste néanmoins, entretenu par des informations sur l'épidémie déversées sans nuances et convergeant toujours vers la dramatisation

QUERELLE TROUBLE ENTRE SCIENTIFIQUES

J'ajouterai que l'affaire de l'**hydroxychloroquine** n'a fait qu'ajouter à la confusion qui caractérise cette période. À la face du public s'est étalée une querelle absconse entre scientifiques ou plus précisément entre diverses têtes pensantes, généralement parisiennes et bien vues du pouvoir, et le **virologue marseillais Didier Raoult**, tenant de cette proposition thérapeutique, en conjonction avec un antibiotique l'azithromycine, pour juguler l'attaque virale à ses débuts.

À la faveur de cette polémique d'une intensité à peine croyable se sont dessinés les contours d'un pouvoir de l'ombre, décidé à mener l'affaire sanitaire à sa guise et ne supportant aucune critique. Tout récemment, elle a encore rebondi avec le refus opposé par l'agence du médicament à une demande du professeur Raoult d'une utilisation large de l'hydroxychloroquine contre la covid-19.

Pourquoi tant de hargne, j'oserais dire de haine, dans un débat qui aurait pu en rester là, d'autant que le produit concerné, de par son ancienneté et son innocuité reconnue, ne méritait pas tant d'honneurs ? Encore une fois on ne peut s'empêcher d'y voir la marque d'une gouvernance intolérante, imbue d'elle-même, et pourquoi pas ? sous influence.

Une conséquence évidente de cette querelle qui a abouti à l'absence de toute proposition thérapeutique face au virus est que les médecins généralistes ont été dessaisis de toute prise en charge des sujets infectés, leur travail se limitant au diagnostic de la maladie et à l'envoi des cas inquiétants à l'hôpital.

Pour la première fois dans l'histoire des épidémies dans notre pays, les omnipraticiens n'ont pas exercé leur fonction de premiers soins mais ont uniquement servi de relais d'information sur la maladie et d'avant-postes des hôpitaux.

L'absence de traitement initial voulu et imposé par les autorités n'a jamais été mis en doute et l'on s'est bien gardé de questionner sa part de responsabilité dans la mortalité associée à la pandémie.

LA GOUVERNANCE PAR LA PEUR

Autre point : très vite, alors même que l'épidémie arrivait dans le pays, a été instillée **dans les esprits la peur**, une peur d'autant plus angoissante qu'elle était censée liée à un mal effroyable, lequel n'en était qu'à ses débuts et allait continuer à faire parler de lui longtemps.

Si bien que la fin de la crise fin mai, attestée par une mortalité au plus bas, a quasiment été passée sous silence. On le sentait, les autorités restaient sur le pied de guerre, aux aguets, rien de rassurant n'est venu de leurs propos mais bien au contraire de constantes mises en garde, tout restait à craindre, le pire était peut-être à venir.

Une **deuxième vague**, annoncée dès avril sur le ton entendu de ceux qui connaissent le problème, pouvait se manifester à tout moment, l'automne prochain étant l'horizon privilégié.

L'été a été vécu sous la menace d'annonces de mesures restrictives rendant l'avenir particulièrement inquiétant. L'étau néanmoins était quelque peu desserré même si le port du masque s'est alors introduit dans les usages.

Et nous voilà, en cet automne, effectivement soumis à une nouvelle chape de plomb qui menace de s'alourdir encore. Le **couvre-feu imposé** dans la majorité des régions risque de céder de nouveau la place à un confinement en bonne et due forme.

Pourquoi ? parce que, à la faveur de tests de dépistage, à la fiabilité incertaine et déployés de manière frénétique (plus d'un million par semaine, du jamais vu) le nombre de contaminés ainsi dépistés chaque jour, entre parenthèses pour la plupart asymptomatiques, n'a cessé de croître, dépassant les 30 000, ce qui a alimenté dans les médias la litanie quotidienne de chiffres alarmistes, disséqués dans des forums complaisants sur le thème « je vous l'avais bien dit ».

UN NOUVEAU DÉPART DE L'ÉPIDÉMIE ?

On parle de regain de mortalité et de risque d'encombres des services de réanimation. S'agit-il pour autant d'un nouveau départ de l'épidémie ? Nous en sommes loin. Même en hausse, la mortalité quotidienne reste très en deçà de mars dernier. Il a été évoqué dans la réactivation virale un tournant saisonnier. Il paraît vraisemblable que nous avons affaire à un mutant du coronavirus de départ.

Alors faut-il pour autant déployer un arsenal de guerre tel qu'un couvre-feu de plusieurs semaines voire pire ensuite ? et tout ça contre un virus dont la létalité est au mieux de 0,3 %, et vraisemblablement moins si l'on en juge par des estimations récentes de l'OMS, sans compter que les victimes sont dans leur immense majorité très âgées et/ou affectées de comorbidités sévères, donnée qui peut conduire simplement à des mesures de protection ciblées.

Pour le reste, donner libre cours à la circulation du virus n'a rien d'une option insensée si l'on veut parvenir, ce faisant, à une immunité grégaire, **comme cela s'est passé en Suède**. Et l'on s'obstine chez nous, à l'image de postures internationales délirantes, dans une politique sanitaire

qui, au nom d'une soi-disant protection des vies, met en danger les soubassements sociaux et économiques du pays et compromet gravement l'avenir.

Où est la raison dans tout cela ? L'apparence est celle d'une démission en rase campagne de la pensée politique qui navigue à vue au gré des fluctuations de la circulation virale et obéit aux injonctions dramatisantes d'experts droits dans leurs bottes. La chose est incroyable et surtout pitoyable. Pourtant nous en sommes apparemment là, et bien là.

Le pouvoir serait ainsi passé aux mains de la médecine et de ses clercs et engagé par le fait dans une démarche faisant fi de tous les clignotants au rouge qui s'allument dans la société. On a peine à le croire compte tenu de ce qu'a été la mandature Macron jusqu' alors, laquelle s'est exercée verticalement, peu soucieuse des oppositions de toutes sortes.

Alors nos gouvernants ne seraient-ils pas en fin de compte partie prenante de ce qui se joue aujourd'hui ? Ils pourraient avoir fait leurs et assumer les recommandations de scientifiques, se contentant de raboter à la marge lesdites sanctions pour les rendre moins indigestes.

Et tout atteste que l'action gouvernementale a bien incorporé une certaine vision de l'épidémie et fait jouer à fond les leviers de l'information pour **alimenter un récit tragique**.

LE CORONAVIRUS EST PARTOUT

À savoir que le coronavirus est partout, s'immisçant chaque jour davantage dans la cohorte des sujets en réanimation et dans celle des décès. En l'occurrence, aux dires de certains témoignages, un test positif suffit même pour que soit assignée à la virose la cause de tous les maux, moyen de grossir les chiffres de mortalité.

Mais alors pourquoi persévérer dans une orientation qui met à mal le pays et risque donc pour nos politiques de se payer cher ? Il y a certes le principe de précaution, régi par la peur, dont l'actuelle politique est un reflet caricatural. S'ajoute l'effet de contagion, lié à **la situation en Europe** où la posture alarmiste règne en maître.

Et puis ce choix tel qu'il est, par sa logique propre, a toute chance d'entretenir une perpétuelle course en avant. Cependant la situation actuelle n'a pas que des inconvénients. Ainsi la petite musique des vaccins s'amplifie peu à peu dans l'attente de la bonne nouvelle.

Conclura qui voudra. Mais aussi le pays, par **le fait de l'État d'exception**, est sous cloche, les mouvements d'humeur n'ont pas leur place, les soubresauts de la société sont amortis, il n'y a plus de place pour l'expression de revendications quelles qu'elles soient, au fond nos gouvernants ont une société sous contrôle et au nom de la sacrosainte urgence sanitaire peuvent s'en donner à cœur joie.

Je ne dis pas que réside là un ferment de l'action gouvernementale présente. Mais que cette idée ait germé au fil du temps dans les têtes pensantes du pouvoir, après tout pourquoi pas ? Auquel cas on ne serait pas près de **voir siffler la fin de la partie**.

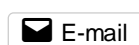
J'avais parlé en son temps de **délire sanitaire**. On y est plus que jamais. Un vent de folie continue de souffler. Face à cette dérive insensée, il est urgent que se fasse entendre dans les médias avec plus de force une autre version de la crise, version dont les éléments s'enracinent dans la connaissance ancienne des épidémies et non dans les projections fantasmatiques d'une récit construit. Il ne suffit plus de crier dans le désert.

La tournure actuelle des évènements impose d'entrer dans l'arène et de faire passer au plus grand nombre un message de bon sens, parfaitement étayé, éclairant sur la dérive suicidaire actuelle. Arrêter un pays parce qu'un coronavirus continue de circuler est une folie aux conséquences incalculables. Je crains malheureusement que nos édiles ne soient pas plus prêts aujourd'hui qu'hier à entendre d'autres voix que les leurs.

VOUS AIMEZ CET ARTICLE ? PARTAGEZ LE !



Tweeter



Par Paul Touboul

Vous souhaitez nous signaler une erreur ? Contactez [la rédaction](#).

Nos dossiers spéciaux: Confinement, Coronavirus, COVID-19, Crise sanitaire